

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2015)
Heft: 2089

Artikel: Asile : la coupe est pleine, pas la barque : il est préoccupant de voir des politiciens centristes suivre l'UDC dans le dénigrement des requérants, érythréens en particulier
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017364>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Asile: la coupe est pleine, pas la barque

Il est préoccupant de voir des politiciens centristes suivre l'UDC dans le dénigrement des requérants, érythréens en particulier

Jean-Daniel Delley - 09 août 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27930>

Est-ce la canicule persistante qui fait perdre la tête aux partis politiques et à leurs leaders?

L'hypothèse ne concerne pas l'UDC qui, semaine après semaine et bien avant le début de l'été, laboure le terrain électoral à coup d'affirmations et de propositions aussi infondées qu'absurdes. La Suisse serait «envahie» par les requérants d'asile, la situation «chaotique», un véritable «bourbier» dans lequel nous aurait conduit la politique laxiste de Simonetta Sommaruga.

Cible privilégiée de l'UDC, les Erythréens qui, depuis 2007, constituent le plus fort contingents de requérants. De faux réfugiés, pour son tonitruant président, jamais à court d'idées farfelues. Le Conseil fédéral doit se hâter de signer un [accord de réadmission](#) avec l'Erythrée. Les [autorités d'Asmara](#) ne se plaignent-elles pas de l'exode de la population et ne promettent-elles pas une amnistie aux exilés repentis? Toni Brunner n'a même pas l'excuse de l'ignorance. La [situation en Erythrée](#) est parfaitement connue et documentée par de nombreuses instances internationales et ONG: une dictature cruelle qui pratique la torture et a instauré le

travail forcé ainsi que le service militaire à vie.

Auparavant, l'[UDC](#) avait appelé ses sections locales à une «résistance active» contre les nouveaux projets fédéraux de centres d'accueil. Elle préconisait la reprise d'un contrôle autonome des frontières et un moratoire d'une année sur l'asile. Non sans avoir adopté à l'unanimité de ses délégués une proposition d'envoi de courriers garnis de farine ou de sucre - à défaut d'anthrax - pour effrayer la ministre de la justice. Le parti menace maintenant de lancer un référendum contre la révision de la loi sur l'asile, une révision qui prévoit une accélération du traitement des requêtes, précisément demandée par cette même UDC.

Et voilà que [cinq parlementaires démocrates-chrétiens](#) suggèrent de mobiliser l'armée aux frontières, de supprimer toute aide en espèces aux requérants et aux admis provisoirement, qui seraient astreints à un travail non rémunéré.

Ce délirium estival atteint maintenant des cantons. Les [gouvernements lucernois et schwyzois](#) exigent que la Suisse ne reconnaîsse plus le statut de réfugié aux Erythréens, qui pourraient tout au plus

bénéficier d'une admission provisoire. Dans sa récente [lettre](#) à Simonetta Sommaruga, le conseiller d'Etat lucernois Guido Graf (PDC) précise que ces mesures devraient concerner aussi les requérants les plus coûteux pour les cantons, à savoir les mineurs non accompagnés.

Fédéralisme à trois étages oblige, les communes s'en mêlent à leur tour. Elles mettent en doute le montant des dépenses du secteur de l'asile publié par le Secrétariat d'Etat aux migrations. Les chiffres avoués seraient bien [inférieurs aux coûts réels](#) liés à l'accueil des requérants.

Certes, le flux des demandeurs d'asile pose des problèmes d'hébergement dans certains cantons. Mais il faut rappeler que, durant son bref passage au Conseil fédéral, Christoph Blocher [avait diminué de moitié](#) le nombre de places d'accueil. Une réduction substantielle qui permet aujourd'hui de parler d'une situation de crise. Dans le passé, la Suisse a pu faire face à un afflux de requérants bien plus important qu'aujourd'hui. Durant le conflit du Kosovo, elle a accueilli plus de 40'000 personnes par an. Alors que l'an passé, elle a enregistré 24'000 demandes.

Notre pays n'est de loin pas le

plus attractif. En Allemagne, le nombre de demandes a plus que doublé, en Autriche et en Hongrie il a progressé plus encore.

La barque est loin d'être pleine. Par contre la coupe déborde: fausses affirmations, généralisations abusives,

insultes, solutions à l'emporte-pièce et irréalisables créent un climat délétère.

Il est temps que les partis responsables fassent barrage à l'UDC qui prétend prendre en compte les inquiétudes d'une population qu'elle a elle-même suscitées. Non pas du bout des

lèvres, mais clairement et ensemble.

Il est temps que le Conseil fédéral appuie ouvertement Simonetta Sommaruga et dénonce avec elle cette campagne de dénigrement, *indigne* de nos institutions démocratiques.

Culture, chiffres en poche

Une mise à jour lacunaire et néanmoins utile de la statistique sur la culture en Suisse

Yvette Jaggi - 06 août 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27924>

L'Office fédéral de la culture (OFC) vient de mettre en ligne une version actualisée [2015](#) de la *Statistique de poche de la culture en Suisse*, présentée comme il convient dans les quatre langues nationales. En effet, la première édition, datée de juin 2014 et tirée à 1'000 exemplaires, ne méritait pas une réimpression, tant les données inchangées sont nombreuses.

Dans cette modeste actualisation, on relève cependant quelques intéressantes confirmations. Ainsi les cantons, souverains en matière de culture, demeurent toujours en retrait par rapport aux autres collectivités quand il s'agit de financement. En 2012, et malgré l'apport substantiel des loteries, ils ne versaient que 39,2% des subventions à la culture, soit à peine plus que l'année précédente (38,4%).

Dans le même temps, la

Confédération, réputée subsidiaire, passait de 10,3 à 10,8%, tandis que les communes - dominées par une quinzaine de villes - assuraient fidèlement la moitié des montants consacrés à la culture par les pouvoirs publics.

Loteries et financements privés

Les collectivités ont consacré 2'732 millions de francs à la culture, soit 1,7% des dépenses totales des pouvoirs publics en 2012. Au rythme de progression des budgets culturels par rapport à l'année précédente, soit +5,3%, on aurait passé la barre des trois milliards en 2014.

Ce total comprend les versements des loteries romande (LoRo) et alémanique (Swisslos) qui renseignent très précisément sur la répartition de leur bénéfice net et mettent

en ligne la liste des bénéficiaires. En 2014, les [contributions de la LoRo](#) au financement de projets culturels s'élèvent à 62,5 millions de francs, soit 45% du total des montants répartis entre quelque 3'000 associations, institutions ou fondations agissant pour le «*bien commun*» dans les six cantons romands.

Bien que facilement accessibles, ces chiffres ne figurent pas distinctement dans la *Statistique de poche téléchargeable* sur le site de l'OFC. Cette publication de 68 pages, dont 45 de textes et tableaux, ne dit rien non plus du financement privé des événements culturels, sur lequel il n'existe effectivement même pas d'évaluation globale.

Dans les grandes fondations mécéniques, la règle est à la discréction, comme chez Hans Wilsdorf, qui joue un rôle